**SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
DES PRISONS
ET DE LÉGISLATION
CRIMINELLE**

*Reconnue d'utilité publique
par décret du 23 avril 1889*

U.S. Department of Justice
National Institute of Justice

This document has been reproduced exactly as received from the person or organization originating it. Points of view or opinions stated in this document are those of the authors and do not necessarily represent the official position or policies of the National Institute of Justice.

Permission to reproduce this copyrighted material has been granted by
**Revue Penitentiaire et de
Droit Penal**

to the National Criminal Justice Reference Service (NCJRS).

Further reproduction outside of the NCJRS system requires permission of the copyright owner.

Abonnements :

membres de la Société 50 F
non membres 150 F

Cotisation

(obligatoire pour les membres) . . 50 F

Abonnement de soutien 200 F

Versements au compte chèques postaux
Paris 744-15 de la Société générale des prisons
et de législation criminelle

Prière d'adresser
toute la correspondance
à **M. DUTHEILLET - LAMONTHÉZIE**
Secrétaire général

27, rue de Flourus - PARIS (6^e)

B. Dutheillet-Lamonthézie
Directeur de la revue pénitentiaire et de droit pénal

90930

Le jeune adulte délinquant et l'armée
par **Jean-Marie PICHÉRY**

Quels sont les problèmes soulevés par la présence des jeunes adultes délinquants dans l'armée ? C'est, rappelons-le dans cette tranche d'âge, de 18 à 21 ans, que l'on enregistre le plus haut taux de délinquance. Il n'est pas rare en effet que des appelés aient déjà connu les juridictions des mineurs ou même de droit commun, voire la cour d'assises. Que peut bien faire l'autorité militaire de sujets qui se présentent en état de révolte, incapables de supporter une discipline stricte ? L'armée constitue d'autant plus, selon de nombreux observateurs (1), un milieu criminogène certain dû à la coupure du jeune avec son milieu familial, social, professionnel habituel et son entrée dans un milieu qui l'entraînera, s'il est faible de caractère, à se dépersonnaliser à cause de « la vie grégaire, la contagion du mauvais exemple, l'entraînement si

A titre d'information cette bibliographie :

- (1) - **SEGALEN (J.-J.)**, Devenir des mineurs délinquants dans l'armée. Etude de 162 ans. Thèse lettres, Paris, 1966.
- **BALBO (G.)**, et all. « Les attitudes de délinquants militaires en face des appareils disciplinaires et judiciaires », IX^e Congrès Français de Criminologie, p. 313-316.
- « Le système militaire français. Bilan, problèmes et perspectives. » Annales de l'université des sciences sociales de Toulouse, t. XXV, 1977.
- **JUILLET (P.)**, **MOUTIN (P.)**, **POUDÉROUX (P.-M.)**, « Approche criminologique de la délinquance primaire en milieu militaire ». Bull. sté méd. milit. Fse, t. 58, n° 6, juin 1964, p. 221-226.
- **JUILLET (P.)**, **MOUTIN (P.)**, **RAMEL (P.)**, « Milieu militaire et criminologie », l'information psychiatrique, t. 42, nov. 1966, p. 975-985.
- **MOUTIN (P.)**, étude comparative de militaires délinquants avec ou sans antécédents judiciaires à propos de 200 cas, mémoire, Institut de criminologie de Paris, 1965 ; cf. Annales internationales de criminologie, 1965, n° 1, p. 25-52.
- **MOUTIN (P.)**, Une étude criminologique différentielle en milieu militaire. Thèse psychologie, Paris, 1966.
- **POUDÉROUX (P.-M.)**, La primo-délinquance en milieu militaire. Thèse médecine, Lyon, 1963.
- **GAYRAUD (A.)**, « La prison-école d'Oermingen », R.P.D.P., 1952, p. 680-689-688.
- **GRANBOULAN (J.)**, « Les délinquants dans l'armée », R.P.D.P., 1961, p. 19-46 : sur les sections des exclus, les bataillons d'infanterie légère, les sections spéciales et leurs remplacement par des sections d'épreuve.
- **MOUTIN (P.)** et **JUILLET (P.)**, « Problèmes posés par le traitement des délinquants en milieu militaire », Annales de médecine légale, 1966, n° 5, p. 365-369.
- **MOUTIN (P.)**, Aspects actuels de la criminologie clinique en milieu médical, Masson, Paris, 1972.

facile à subir, le rapprochement des meneurs et des menés, enfin le contact obligatoire avec une masse hostile à ceux qui ne pensent et n'agissent pas comme elle. » (2)

Aussi était-il urgent d'entreprendre, au niveau de la sélection, quelques réformes permettant aux jeunes délinquants de ne pas se heurter et heurter cette institution. Il fallait développer les mesures médico-sociales en faveur des individus reconnus inaptes et perfectionner les méthodes de sélection en améliorant l'information et la formation du personnel, des médecins notamment (3). Ensuite, il fallait prévoir une législation permettant d'exempter certains jeunes délinquants de l'armée, les corps disciplinaires, les « bataillons d'Afrique » ayant été supprimés. C'est ce que fit la loi n° 71-424 du 10 juin 1971. En créant une Commission juridictionnelle, elle régla le problème de savoir s'il fallait ou non incorporer les jeunes condamnés à une peine d'emprisonnement d'un an sans sursis. Mais cette procédure ne touche qu'une partie des jeunes délinquants ; nous devons envisager aussi l'aspect des jeunes appelés à remplir leurs obligations militaires et se trouvant sous un régime de libération conditionnelle et de probation ; et ensuite, entrevoir rapidement quelques points de procédure soulevés par les délits de droit commun commis par les jeunes durant leur service.

I. L'appel des jeunes adultes condamnés à une peine d'emprisonnement (loi du 10 juin 1971) (4).

Les jeunes gens âgés de moins de 29 ans, n'ayant pas accompli la totalité des obligations du service national actif, n'ayant pas été exemptés ou dispensés et ayant été condamnés par des juridictions de droit commun ou d'exception avant ou pendant le service national, définitivement à une peine égale ou supérieure à un an d'emprisonnement sans sursis, sont soumis à une « Commission juridictionnelle » qui décide s'ils accompliront le service national actif :

- sous la forme habituelle,
- suivant des « modalités particulières » comportant des obligations destinées à assurer leur reclassement social ; ils sont alors placés sous la tutelle d'un comité de probation et d'assistance aux libérés (COPAL) sous la direction d'un JAP qui contrôle l'exécution des obligations imposées

(2) - LAFARGE (Ph.) et GENDREL (M.), « Observation des délinquants et infractions militaires », R.P.D.P., 1963, p. 25-41 ; notamment p. 39.

(3) - MOUTIN (P.), « Traitement et recherche criminologiques en milieu militaire », *instantanés criminologiques*, 1969, n° 7, p. 17 et s.
Le fonctionnement de la justice pénale faculté de droit de Montpellier, 1971 p. 313-316.

(4) Cf. articles L 51 à 60. C.J.M., loi n° 71-424 du 10 juin 1971.
Cf. aussi la circulaire 73-10 du 9.3.1973 du ministère de la justice sur la procédure applicable devant la commission juridictionnelle et la circulaire provisoire n° 5151 du 9 mars 1973 du ministère d'Etat chargé de la défense (DN/SCR/1), ainsi que le décret 72-218 du 22 mars 1972 relatif aux règles de fonctionnement de la commission juridictionnelle et le décret n° 72-806 du 31 août 1972.

par la commission ; dans ce cas, les jeunes seront exclus du service militaire (art. L 51) (5).

La solution des modalités particulières est heureuse. Elle permet d'éviter le contact entre militaires et délinquants : elle protège ainsi les militaires et les délinquants en évitant d'abandonner ces derniers à une institution qui, telle qu'elle est conçue actuellement, ne peut leur rapporter aucune aide sérieuse mais au contraire risque de les inadapter un peu plus. D'ailleurs, il faut signaler que les condamnés affectés sont réformés dans une proportion de 40 % dans les quelques semaines qui suivent leur incorporation. Ceux qui ne sont pas réformés se conduisent de façon très convenable pour les deux tiers, les autres faisant l'objet de sanctions. Par contre, les exclus du service national observent, pour la plupart, les obligations qui leur sont imposées et ne sont qu'exceptionnellement sanctionnés.

Cependant, cette dispense « de facto » des obligations militaires irrite, pour employer un terme vaste et vague, « l'opinion publique » qui ne comprend pas non seulement cette atteinte au principe de l'égalité des Français devant le service militaire et encore moins lorsqu'elle est accordée à des délinquants ; en outre, l'affectation des condamnés aux modalités particulières alourdit le travail des JAP, déjà débordés. (6)

Analysons de plus près la composition de cette juridiction, la procédure qu'elle pratique, les obligations qu'elle impose...

L'article L 52 prévoit que la commission se compose :

- d'un magistrat de l'ordre judiciaire, président, désigné par le garde des Sceaux,
- de deux officiers désignés par le ministre chargé de la défense nationale ;
- de deux magistrats de l'ordre judiciaire (assesseurs) désignés par le garde des Sceaux ;
- d'un secrétaire dépendant du secrétariat permanent de la commission.

Il faut regretter l'absence d'un JAP ; ses collègues se trouveront pourtant concernés par la décision.

L'instruction est dirigée par le président de la commission, et le secrétaire prépare les dossiers. A cet effet, il rassemble diverses pièces dans le bulletin n° 2 du casier judiciaire, toutes les pièces de procédure et des condamnations antérieures, les enquêtes établies sur la base de l'article 81 du Code de procédure pénale, une notice établie par le chef de l'établissement pénitentiaire et comportant tous les renseignements utiles sur l'intéressé, notamment sur son comportement en détention, et transmise par le Juge de l'application des peines

(5) Il avait aussi été suggéré « par certains nostalgiques des bataillons d'Afrique d'affecter ces condamnés dans des unités spéciales non armées, chargées de l'entretien des camps, par exemple, pour une durée de service égale à celle du service militaire. Compte tenu de l'effectif à incorporer annuellement, deux unités, bien encadrées, seraient suffisantes. Cette suggestion présente l'inconvénient d'enfermer les condamnés dans un ghetto, propre à les conduire à la récidive ». Extrait d'un manuscrit, inédit, du magistrat FRANCES-MAGRE.

(6) Cf. DEMAN (R.), « Le juge de l'application des peines et l'autorité militaire », R.P.D.P., 1973, p. 435-447 et not. p. 444-447.

avec un avis motivé sur l'opportunité de faire accomplir au condamné son service actif dans les conditions de droit commun ou suivant des modalités particulières. La procédure est contradictoire ; la commission peut convoquer toute personne dont l'audition lui paraît utile. Elle délibère en nombre impair et ses décisions sont prises à la majorité des voix.

Les décisions de cette commission qui se réunit tous les deux mois (7) ne sont susceptibles d'aucun recours, autre que celui en cassation devant le Conseil d'Etat. (8)

Quels sont les critères de sélection adoptés par la commission ? Elle opte pour la formule civile quand la présence du condamné sous les drapeaux serait de nature à gêner son reclassement social et familial (s'il exerce déjà un métier ou occupe un emploi, ou s'il est déjà âgé et chargé de famille), de nature à nuire au corps militaire (à cause de son caractère instable ou de ses tendances dangereuses : drogue, proxénétisme...).

Quelles sont les obligations imposées à ces jeunes gens ? L'article L 55 oblige la commission d'imposer aux sujets pour lesquels le contrôle du comité de probation va constituer un substitut au service militaire : l'exercice d'une activité déterminée ou la soumission à un enseignement, à une formation professionnelle. La commission a la possibilité aussi de décider qu'en même temps ces jeunes doivent fixer leur résidence en un lieu déterminé et devront répondre aux convocations du président du comité d'assistance et se soumettre au contrôle de toute personne qualifiée désignée par lui. Ces obligations ne peuvent être modifiées, aménagées ou supprimées que par la commission juridictionnelle. On peut cependant regretter qu'elles soient trop limitées. Le législateur aurait pu d'une part rendre obligatoires les mesures facultatives proposées par l'article L 55, et d'autre part élargir les possibilités, selon les besoins propres à chaque cas d'espèce, et prévoir par exemple des cures de désintoxication à la drogue ou à l'alcool...

Quelle est la décision la plus fréquemment prise par la commission : service militaire ou obligations particulières ? La commission opte de plus en plus pour l'accomplissement du service national actif suivant les modalités particulières, qui dure alors deux années, soit deux fois plus longtemps que le service normal.

Le pourcentage des jeunes adultes admis à accomplir le service national au titre du service militaire régresse de 70 % (39 cas) en 1973 à 33,68 % en 1978 (mais 256 cas). Le pourcentage des jeunes qui évitent le service militaire tout en restant astreints à des obligations de surveillance passe de 30 % en 1973 (17 cas) à 56 % en 1976 (226 cas), mais tombe à 23,94 % en 1978 (582 cas) ; cette défection est compensée par le nombre important de jeunes adultes soumis à des modalités particulières limitées en tant qu'objecteurs de conscience : 322 cas en 1978, soit 42,36 %.

(7) *Art. R 98 du C.J.M. (décret du 31 août 1972 relatif aux règles de fonctionnement de la commission juridictionnelle) : « La commission juridictionnelle prévue à l'art. 51 se réunit au moins une fois tous les deux mois sur convocation de son président. La commission délibère en nombre impair ; ces décisions sont prises à la majorité des voix. Ses membres sont tenus au secret de délibération. Le ministre chargé de la défense nationale désigne le secrétaire de la commission. »*

(8) *Elles sont notifiées aux ministres chargés de leur exécution et aux intéressés par lettres recommandées avec accusé de réception. Cf. art. L 52, L 53, R 98, R 99 du C.J.M.*

Décisions prises par la commission juridictionnelle.

	Service militaire		Modalités particulières		Modalités particulières limitées		TOTAL	Décisions provisoires Rayés du rôle Non-lieu
		% / Total		% / Total		% / Total		
1973	39	70 %	17	30 %			56	5
1974	158	64,5%	87	35,5 %			245	0
1975	186	47 %	211	53 %			397	15
1976	177	44 %	226	56 %			403	12
Total	560	50,86	541	49,13			1101	
1977	186	33,21%	228	40,71%	146	26,07%	560	10
1978	256	33,68%	182	23,94%	322	42,36%	760	4
1979	239	31,57%	259	34,21%	259	34,21%	757	
1980	251	32,51%	244	31,60%	277	35,8 %	772	
Total 1977 - 1980	932	32,71%	913	32,04%	1004	35,24%	2849	

Il faut donc remarquer le taux croissant du nombre de jeunes délinquants confiés au juge de l'application des peines. En 1973, deux tiers des jeunes accomplissaient le service militaire ; ils ne sont plus qu'un tiers actuellement. Seulement nous devons préciser qu'à partir de l'année 1977 figurent dans le nombre des sujets admis aux modalités particulières des objecteurs de conscience. (9) Un décret a en effet permis à cette juridiction de décider du sort des objecteurs afin peut-être de les décourager dans leur persistance, et en tout cas de filtrer, d'analyser avec plus de précision la réalité et la sincérité de leur option religieuse et philosophique ; cela ne fut pas admis par tous (10). D'une part, cette nouvelle procédure semble unifier de fait deux commissions juridictionnelles celle qui statuait jusqu'à présent spécialement sur le sort des objecteurs (art. L 43 et SS. de la loi du 10 juin 1971) à celle qui statue sur le cas des condamnés. Les « vrais » objecteurs sont alors soumis au régime des modalités particulières, et, pendant deux années, ils sont affectés à « une formation civile assurant un travail d'intérêt général », dans les Eaux et Forêts par exemple. 800 jeunes gens en moyenne par an bénéficient de ce régime qui, par ailleurs, évite d'innombrables problèmes administratifs devenus insurmontables (11).

Quelles sont les sanctions prévues en cas de non-respect des obligations ?

Deux nouveaux délits justiciables du tribunal correctionnel sont créés :

- L'article L 58 punit d'une peine de 3 mois à 6 mois d'emprisonnement celui qui, soumis aux modalités particulières, ne rejoint pas sous quinzaine le lieu de résidence ou de son activité fixé par le juge d'application

(9) Sur la loi n° 71-424 du 10.6.1971, c'est-à-dire sur le nouveau statut des objecteurs de conscience, cf. DOLL (P.-J.), « L'évolution de la justice militaire en France depuis 1965 », R.S.C., 1975, n° 4, p. 901-926.

(10) Cette décision a entraîné la démission du colonel Ségalen. Il était intéressant d'observer que, lorsque le docteur Ségalen, psychiatre, responsable du service de psychologie de l'école polytechnique, siégeait à la commission, le pourcentage de jeunes délinquants recrutés pour accomplir le service diminuait de moitié. Pourquoi ? Le docteur Ségalen connaît les difficultés que rencontrent les délinquants dans le corps de l'armée et pour cela il n'était pas favorable à cette solution. « Dans l'ensemble, les corps de troupes paraissent supporter assez difficilement les déviants mentaux », écrit-il dans sa thèse, op. cit., n. 792. Le docteur Ségalen nous a expliqué, se basant sur une expérience très riche et passionnante, comment quelques types d'unité sont seuls capables de catalyser les tempéraments et l'énergie du jeune délinquant : ceux qui cultivent un esprit de corps soudé, une discipline forte et entraînant (l'aviation, la marine, les troupes aéroportées) ou encore les unités techniques qui permettent d'exprimer des capacités personnelles des garçons (le Génie, le Service santé, les transmissions).

(11) En vertu du « décret de Brégançon », l'objecteur de conscience est mis à la disposition soit de l'Office national des forêts, soit du ministère de la Culture (travaux administratifs ou participation à des chantiers de fouilles), soit de certains services d'aide sociale. En pratique, presque tous sont affectés à l'O.N.F. Et une majorité d'entre eux, de l'ordre de 60%, refuse purement et simplement cette affectation, ne défère pas aux convocations, ne répond pas aux mises en demeure.

des peines, s'en absente plus de six jours sans autorisation ou ne le rejoint pas sous quinzaine après une autorisation d'absence.

- L'article L 60 punit d'une peine de 1 à 2 ans d'emprisonnement celui qui ne respecte pas toutes les obligations prescrites dans les articles L 54 et 55.
- En outre, l'article L 59 indique que les personnes seront toujours justiciables pour les dispositions ou délits prévus dans les articles 127, 394, 395 et 397 du Code de justice militaire concernant la prescription, la provocation de la désertion, le recel de déserteur.

En conclusion, nous pouvons émettre quelques opinions sur l'utilité de la commission juridictionnelle.

L'armée n'étant pas propice à la resocialisation des délinquants, l'instauration d'une telle commission est une heureuse initiative permettant de soumettre à un système de probation sous la direction d'un juge de l'application des peines, pour deux ans, de jeunes délinquants. Mais serait souhaitable que l'on n'envoie pas « n'importe où » les candidats remis aux autorités militaires, mais dans des lieux de convenance propre à chacun, en principe là où existent un esprit de solidarité, une discipline motivante. Qu'une formation criminologique soit fournie aux médecins militaires pour qu'ils soient à l'écoute, des problèmes de ces jeunes déracinés. Qu'une éducation une information soient données aux gradés pour qu'ils comprennent, se sensibilisent et acceptent la condition de délinquance des jeunes adultes. Et surtout, qu'une discrétion totale entoure dans tout le corps cet état, le passé de ces jeunes, sinon, la restructuration des caractères et la réinsertion sociale seraient compromises.

Que soient poursuivis aussi dans l'armée :

- d'une part les efforts d'information criminologique chez les médecins militaires ainsi que chez les gradés. C'est une véritable éducation que nous proposons afin que les jeunes délinquants aient des chances de se transformer en étant acceptés, respectés par tout le corps militaire. La discrétion tout simplement, à observer, sur leur passé qu'ils souhaitent oublier, est parfois suffisante et en tout cas indispensable. Pourquoi ne pas mettre aussi à profit le temps passé sous les drapeaux pour soumettre le sujet à un traitement rééducatif, à des examens de dépistage ?
- ensuite, les recherches trop longtemps abandonnées sur le devenir des jeunes délinquants à l'armée (12). Les évaluations de spécialistes tels

(12) Cf. bibliographie, supra, n. 1 et bibliographie du docteur GIRARD (V.), « Ce que deviennent dans l'armée les inadaptés ayant fait l'objet d'une mesure de justice », Sauvegarde, 1974, p. 600-603. — Cf. aussi :

— Etude du « Centre de recherche et de psychologie appliquée de la marine » sur l'inadaptation ou la désadaptation et les conduites délinquantes dans la marine. Cette étude permet de souligner la facilité des sujets qui contrastent avec l'image populaire habituelle du délinquant, agressif, actif. Ces délinquants ne récidivent qu'au niveau extramilitaire, en situation de loisirs non organisés, et surtout à proximité des grands centres urbains.

— Etude par le directeur du centre d'enseignement général et professionnel d'Aniane dont un rapport fut présenté le 6 février 1964 devant

que sociologues, criminologues, psychologues... permettront de tirer des méthodes précises et efficaces de traitement.

2. L'appel des jeunes adultes placés sous le régime de la mise à l'épreuve.

L'article R 61 du Code de procédure pénale prévoit que « pendant le temps de sa présence sous les drapeaux, le condamné placé sous le régime de la mise à l'épreuve est soustrait aux mesures de surveillance et d'assistance et, le cas échéant, aux obligations imposées spécialement par l'arrêt et le jugement ». L'alinéa 2 du même article prévoit que « dès son retour à la vie civile, le jeune doit se présenter au juge de l'application des peines de sa résidence, si le délai de mise à l'épreuve n'est pas expiré » parce qu'en principe la probation dure de 3 à 5 ans et peut dépasser le temps du service qui ne dure, lui, qu'un an. La discipline militaire suspend donc ou remplace les pouvoirs du juge d'application des peines chargé de contrôler les mesures imposées par le régime de la probation.

De son côté, l'article 348, al. 2 du Code de justice militaire prévoit, lui aussi, des dispositions semblables en ce qui concerne la libération conditionnelle : « Tant que le bénéficiaire de la libération conditionnelle est lié au service il est exclusivement soumis à la surveillance de l'autorité militaire » (13). Durant le temps du service militaire, le juge de l'application des peines perd donc ses pouvoirs de contrôle ; mais, dès la fin du service le jeune condamné doit se présenter à lui si la durée des mesures initiales n'est pas encore écoulée.

L'article C 969 du Code de procédure pénale oblige l'autorité militaire à signaler au juge de l'application des peines la date de cessation du service accompli par le jeune qui, à la suite de la condamnation, avait été libéré sous condition ; mais il n'oblige pas à cette démarche si le jeune était probationnaire ; c'est là une lacune du texte car certains probationnaires risquent de ne pas se conformer à la règle et oublier d'avertir le juge de l'application des peines de la fin

le comité armée jeunesse de Montpellier. Cette étude, ayant porté sur 5 années, décèle trois cas d'engagement sous les drapeaux qui semblent motiver les jeunes délinquants :

- Après une période de post-cure.
- Devancement de l'appel avec l'autorisation de l'établissement qui accepte si les chances d'adaptations paraissent certaines. En principe le critère de réussite à un C.A.P. est souvent pris en considération.
- Engagement volontaire.

— Dans son mémoire, *op. cit.*, le docteur MOUTIN (P.) analyse les soldats délinquants et les facteurs et les causes qui motivent leur conduite ; il en conclut que les possibilités de réadaptation en milieu militaire sont réduites en fonction des normes sur l'aptitude à servir, et de l'insuffisance des cadres formés à la réadaptation.

(13) Conséquence : lorsque le libéré conditionnel sera soumis aux autorités militaires « d'une part, il n'aura pas à produire les certificats d'hébergement et de moyens d'existence exigés pour le détenu qui retournera à la vie civile s'il bénéficie de cette mesure (art. C 966 CPP) ; d'autre part, le préfet dont l'avis doit être recueilli, préalablement à la décision, en application de l'art. D 528, 2^o al. du CPP, est celui du lieu de détention », DEMAN (R.), *op. cit.*, n. 797, p. 436.

de leurs obligations militaires. M. R. Deman pense que la collaboration entre l'autorité militaire et le juge de l'application des peines mérite d'être encore plus approfondie pour obtenir une meilleure connaissance du délinquant permettant une action plus précise pour leur sauvegarde (14).

3. Les jeunes adultes condamnés pendant le service militaire.

Nous n'envisagerons très rapidement que les condamnations pour des infractions non militaires, des délits de droits commun par exemple lors d'une permission.

Le militaire condamné à une peine criminelle, donc à la dégradation civique, ne pourra plus servir dans l'armée parce que cette dégradation consiste « dans la privation du droit de port d'armes, du droit de faire partie de la garde nationale, de servir dans les armées françaises... » (art. 34, 5^o, du Code pénal). Le juge de l'application des peines sera seul compétent pendant l'exécution de la peine.

Pour le militaire condamné à une peine correctionnelle, l'autorité militaire garde un certain droit de regard pendant la détention.

- L'article D 180 du Code de procédure pénale préconise la présence d'un représentant, au sein de la commission de surveillance instituée auprès de l'établissement pénitentiaire, du général commandant le corps auquel appartient le condamné.
- L'article D 513 offre la possibilité au médecin militaire, à l'assistante sociale de l'armée et à l'aumônier militaire de se rendre auprès des détenus militaires.

(14) *Ibid.*, p. 437 : En outre l'autorité militaire devrait communiquer au JAP « toutes les notes militaires obtenues par les probationnaires pendant leur service, celles-ci pouvant éventuellement être prises en considération dans la détermination des décisions que ces magistrats peuvent être amenés à prendre à l'égard de ces condamnés dans l'avenir ». L'auteur suggère que les JAP fournissent à l'autorité militaire tous les renseignements qu'elle pourrait demander sur le comportement du probationnaire avant son départ pour l'armée.

- L'article D 511 prévoit que l'administration pénitentiaire adresse les avis d'incarcération, de prévision de levée d'écrou et de libération à l'autorité militaire ou maritime pour tous les militaires et marins, les détenus civils soumis à des obligations militaires, et pour les jeunes français âgés de 18 à 20 ans.

- D'après l'article D 508, l'octroi du placement à l'extérieur du condamné en vue de travailler, du placement en régime de semi-liberté, en vue de travailler, de suivre des cours ou une formation professionnelle ou encore subir un traitement médical, l'octroi des permissions de sortir (mesures prévues par l'article 723 du C.P.P.) sont subordonnés à l'accord préalable de l'autorité militaire. Les dispositions de l'article 718, la détention dans les prisons-écoles notamment, restent cependant obligatoirement applicables sans l'accord de l'autorité militaire.

En ce qui concerne la libération conditionnelle, elle ne peut être « accordée que par arrêté conjoint du ministre de la Justice et du ministre des Armées ». Et si elle est réclamée pour une éventuelle incorporation, elle ne sera accordée qu'après un avis favorable du ministre des Armées (art. 347 CJM). En outre, dès que la mesure est accordée à un condamné ayant conservé la qualité de militaire ou à un condamné sous réserve de son incorporation dans l'armée, l'intéressé est mis à la disposition de l'autorité militaire (art. 348, al. I CJM). C'est le ministre de la Justice qui prononce, à la demande du ministre des Armées, la révocation de la liberté conditionnelle en cas de punition grave, d'inconduite notoire, de nouvelles condamnations. (art. 349 CJM)

Bref, d'une façon générale, le principe veut que les jeunes gens condamnés en cours de service réintègrent, à la fin de leur détention, leur corps de troupe, et c'est là une erreur : il faut l'affecter ailleurs. Quant aux jeunes adultes qui ont accompli un an de prison ferme sans sursis, ils sont alors traduits devant la commission juridictionnelle. Mais la loi ne devrait-elle point décider qu'ils le soient aussi lorsqu'ils ont bénéficié d'une remise de peine importante les retenant en prison moins d'un an ? Nous touchons ici au système juridictionnel des Tribunaux Permanents des Forces Armées (T.P.F.A.) : il serait inutile de progresser ici dans l'analyse compte tenu que le nouveau gouvernement de M. Mauroy préconise la réforme, voire la suppression, de tels tribunaux.

Ce qui ressort de cet exposé sur « Le jeune adulte délinquant et l'armée » c'est qu'une étude approfondie et générale mérite sans tarder d'être entreprise à l'échelle nationale. Il convient de connaître le devenir de ces jeunes délinquants appelés à accomplir leurs obligations militaires sous la forme classique ou selon les modalités particulières ; récidivent-ils, et dans quelles proportions ? Cela dans le but de parfaire le régime actuel.

J.-M. Pichery.

**

(N.D.L.R.) Cet article est extrait d'une remarquable thèse de M. Pichery, dont nous avons fait état antérieurement (*v. Rev. Pénit., avril - juin 1981, p. 251 et s.*). Cette thèse, sur le jeune adulte délinquant, a obtenu le prix Gabriel de TARDE. Ses 3 tomes peuvent être acquis, ensemble ou séparément à l'IFP, boîte postale 2106 34026 Montpellier cedex. (Coût unitaire : 75 F.)

END